

[Visualiser ce courriel dans votre navigateur internet](#)



SUMMERSIDE (Î.-P.-É.), le 31 janvier 2022 – La Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. a participé à la consultation pré budgétaire 2022-2023 du gouvernement provincial qui s'est tenue via zoom le mercredi 12 janvier.

Cette rencontre organisée annuellement permet aux différents acteurs de la province de comprendre les grandes orientations du gouvernement provincial en matière de budget. Ainsi, chaque année la Société y participe pour pouvoir amener des réflexions sur le financement et les investissements dont a besoin la communauté pour pouvoir croître et s'épanouir.

La rencontre proposait une traduction simultanée en français et la Société salue d'ailleurs l'engagement du gouvernement à ce niveau. En effet, l'an passé des problèmes techniques avaient été constatés excluant ainsi les francophones. Cette année tout s'est bien déroulé et la Société, représentée par sa directrice générale Isabelle Dasyva- Gill, a donc pu intervenir et suivre sans difficultés en français. À la suite de la consultation, la Société a envoyé au gouvernement un document complet et attend sa réponse.

Le contenu du document rappelle les problématiques déjà soulevées en 2021 et présente les chantiers à considérer pour l'année budgétaire 2022-2023.

Retour sur l'année 2021-2022

Pour rappel, lors de la consultation pré budgétaire 2021-2022, la Société avait évoqué les enjeux et défis suivants qui perdurent encore aujourd'hui : manque de budget et situation de stress extrême qui font ressortir les lacunes des systèmes en place et rendent encore plus vulnérables les populations qui le sont déjà (information, santé mentale, soins médicaux etc.), manque de ressources humaines bilingues, manque d'infrastructures et de financement adéquat et régulier pour la livraison de services et programmes en français.

Les secteurs identifiés comme prioritaires pour la communauté acadienne et francophone demeurent la petite enfance, l'éducation scolaire et post-secondaire, la santé et l'immigration francophone.

Le budget provincial pour 2022-2023

La disparité entre services provinciaux en anglais et en français est toujours inquiétante comme nous le rappelle la [récente fermeture d'Accès Î.-P.-É. à Wellington](#) en raison d'un manque de personnel bilingue. Les services offerts en personne au centre Accès Î.-P.-É. à Wellington sont pourtant un service désigné en 2018 par le gouvernement provincial.

L'accès à l'emploi et la [réglementation linguistique](#) reste un frein pour les Insulaires qui ont suivi une formation en français dans les secteurs de la santé. Le [cas de Janelle Arsenault](#), infirmière en soins auxiliaires, diplômée du Collège de l'Île est un bon exemple.

Les recommandations budgétaires de la Société pour la communauté Revalorisation du secteur communautaire et services provinciaux bilingues

Il est fondamental dans un premier temps de garantir une égalité de traitement et d'accès aux services pour tous les citoyens en tout temps. Le budget doit permettre au gouvernement provincial d'honorer sa Loi sur les services en français.

Cela passe par le secteur communautaire et des services provinciaux bilingues à la hauteur des besoins. La Société a ainsi proposé au gouvernement de réfléchir à un fonds de solidarité pour le secteur communautaire de l'Île afin de permettre aux organismes de répondre adéquatement aux besoins des populations. Elle a également souhaité faire un point sur le plan de relance pour le COVID et a demandé au gouvernement quelle part avait été attribuée au secteur communautaire. Elle a aussi soulevé la mise en œuvre de la prestation du Programme de partenariat culturel communautaire, service désigné par le gouvernement provincial en 2018 et son application.

La Société propose d'inclure dans le budget provincial le financement d'ententes de services - prêt de main d'œuvre entre le communautaire et les services provinciaux afin d'avoir une base de personnel bilingue formée pour garantir une continuité de services et revaloriser les salaires dans le secteur communautaire. On pourra citer par exemple le financement d'un psychologue scolaire bilingue qui agira pour la PSB et la CSLF.

La Société a également insisté sur le besoin de revaloriser la contribution provinciale aux organismes communautaires comme le fédéral l'a déjà fait.

Le bilinguisme un enjeu économique

La Société a également défendu un budget pour le bilinguisme qui inclurait : formation de main d'œuvre bilingue et révision des réglementations en termes linguistiques, faciliter les installations de Canadiens dans la province et d'immigrés. Elle a également proposé une valorisation économique des entreprises bilingues par un label de qualité, des réductions fiscales etc.

Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones devrait se saisir de ce sujet, particulièrement en lien au dossier de l'offre active.

L'objectif est de faire du bilinguisme un enjeu économique, un atout pour la province afin d'attirer les travailleurs bilingues et qualifiés et de les rémunérer justement.

Devoir d'information et de transparence

Il faut plus de transparence budgétaire à l'égard des communautés en situation minoritaire tel que la communauté acadienne et francophone de l'Île dans les secteurs identifiés comme prioritaires comme l'éducation et la santé. Ces informations sont trop difficiles d'accès. La Société a donc demandé quelle part du budget provincial est allouée à ces secteurs.

La publication et accès aux rapports annuels dus à des retards de publication est un problème.

Transport, logement, ruralité et immigration

Les problématiques sont nombreuses et ne touchent pas que la communauté acadienne et francophone. Nous avons l'exemple de la délocalisation du Collège de l'Île de Wellington à Summerside. Les étudiants éprouvent de la difficulté à se loger et font face également à un problème de transport pour se rendre à Wellington mais c'est le cas de beaucoup d'insulaires qui n'ont pas accès aux mêmes services qu'ils vivent à Charlottetown et Summerside ou en zone rurale.

La Société a donc souhaité connaître le détail de ce que prévoyait le gouvernement provincial pour garantir l'égalité des territoires (urbain versus rural), pour le logement, les transports en commun et mobilités.

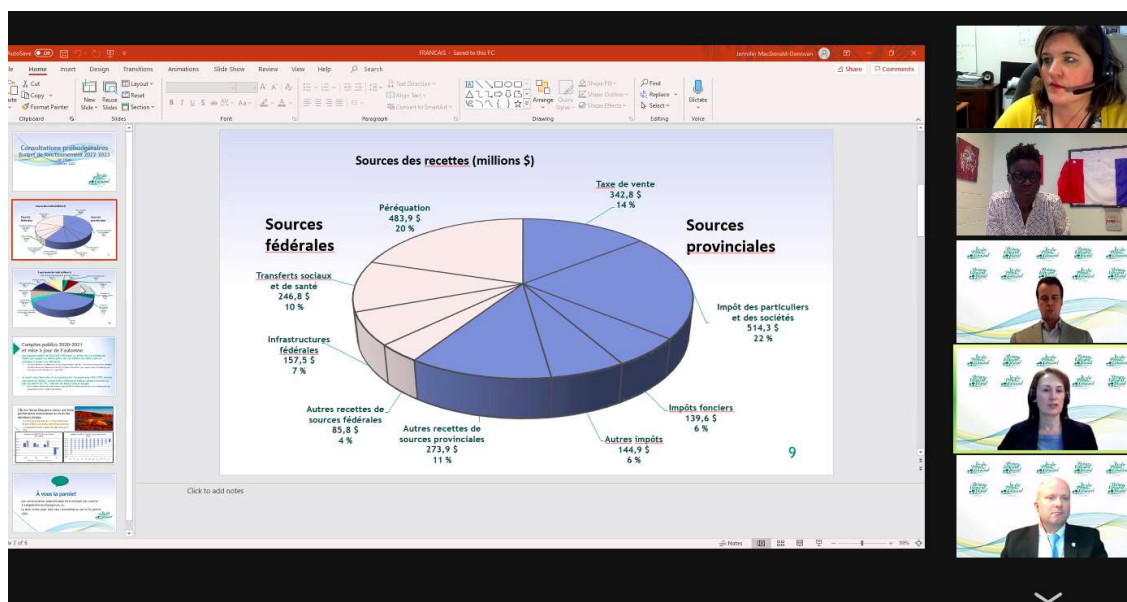
Vers une société plus équitable et inclusive

La conclusion est que le gouvernement a besoin de continuer à investir dans la mise en œuvre de la Loi sur les services en français, en mettant plus l'accent sur les fonds rendus disponibles directement aux organismes au service de la communauté desservie versus le montant comptabilisé comme contribution en nature.

Il est également indispensable de maintenir et d'augmenter le financement d'agrandissement des écoles faisant partie intégrante des centres scolaires-communautaires qui représentent des lieux essentiels à la vitalité de communauté en situation minoritaire.

Les secteurs de la santé et de l'éducation à travers les centres-scolaires communautaires restent sous financés. Cela met en danger les membres de communauté en situation minoritaire par rapport à l'accès aux services essentiels et à leur qualité pour toute une population. Cela est de ce fait perçu comme une discrimination.

Les Jeux d'hiver du Canada auront lieu à l'Île. Il s'agit d'une opportunité importante pour la province en termes de retombées économiques mais également pour sa visibilité et richesse culturelle. Une collaboration étroite avec le secteur communautaire acadien et francophone est ainsi essentielle. La Société attend avec impatience les réponses que le gouvernement apportera et les remercie pour leur pleine collaboration.



-30-

La Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. est l'organisme porte-parole officiel des Acadiens, Acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard. Son mandat est de travailler pour que tout Acadien, toute Acadienne et francophone puisse vivre et s'épanouir individuellement et collectivement en français à l'Île-du-Prince-Édouard.

The Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. is the official spokesperson for the Acadians and Francophones of Prince Edward Island. Its mandate is to work so that all Acadians and Francophones can live and develop individually and collectively in French in Prince Edward Island.



Copyright © 2019 La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard - Tous droits réservés.

Si vous souhaitez nous contacter :
5, Ave Maris Stella
Summerside, PE C1N 6M9
Tél. (902) 436-4881

This email was sent to <<Adresse courriel>>

[why did I get this?](#) [unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)

La Société Saint-Thomas-d'Aquin (SSTA) · 5, Ave Maris Stella · Summerside, Pe C1N 6M9 · Canada

